



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL**



VILLE  
de  
**MONTBONNOT**  
**SAINT-MARTIN**  
(38330)

L'an deux mille vingt trois

le 27 juin

le conseil municipal de la commune de MONTBONNOT-SAINT-MARTIN dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de M. Dominique BONNET, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : 20 juin 2023

**Présents :** M. Dominique BONNET, Maire - Mmes, Marie-Béatrice MATHIEU, Agnès ROLIN, Virginie SONJON - Mrs Gilles FARRUGIA, Patrick DESCHARRIERES, Roger BOIS, Adjoint(e)s - Mmes, Christine CARBONE, Caroline HALLÉ, Anne-Marie SPALANZANI, Catherine FAVAND, Véronique BRULEBOIS-VIOTTO, Flavie PARENDEL, Nadine HEILLIETTE - Mrs Claude BAUSSAND, Laurent COQUET, Paul KLEIN, Jean-Baptiste PERIN, Jérôme VINTI, Alain MAFFET, Daniel LEIFFLEN, Stéphane MOUNIER.

**Pouvoirs :** Madame Laurence LE BARRILLEC (pouvoir à Roger BOIS) - Madame Marie-France CARRÉ (pouvoir à Véronique BRULEBOIS-VIOTTO) - Madame Laurence BENZA-RAIEVSKI (pouvoir à Agnès ROLIN) - Monsieur Jean-François CLAPPAZ (pouvoir à Dominique BONNET) - Monsieur Alexis ISAAC (pouvoir à Jean-Baptiste PERIN) - Monsieur Xavier VIGNON (pouvoir à Gilles FARRUGIA).

**Absent excusé :** Monsieur Jean-Franck BARONI

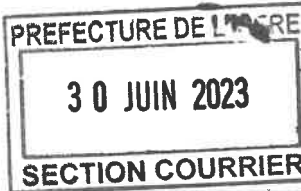
*Mme Marie-Béatrice MATHIEU est nommée secrétaire.*

-Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI),

-Vu la délibération communautaire n°DEL-2020-0224 en date du 21 septembre 2020 actant la création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),

-Vu la délibération communautaire n°DEL-2023-0082 en date du 20 mars 2023, actant la communautarisation des piscines d'été des communes d'Alleverd-les-Bains, de St Martin d'Uriage et de St Vincent de Mercuze, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023,

-Vu le rapport relatif à l'évaluation du transfert à la communauté de communes le Grésivaudan des piscines de plein air d'Alleverd-les-Bains, de St Martin d'Uriage et de St Vincent de Mercuze, élaboré et approuvé par la CLECT le 10 mai 2023,



N° 13

Nombre de conseillers en exercice :	29
présents :	22
votants :	28
nombre de voix pour :	28
nombre de voix contre :	00
abstention :	00
NPPV :	00

**OBJET :**

**Approbation du rapport de la CLECT du 10 mai 2023 relatif au transfert des piscines d'été des communes d'Alleverd-les-Bains, de St Martin d'Uriage et de St Vincent-de-Mercuze, à compter du 1er mai 2023**

Certifié exécutoire

Transmis en Préfecture ou  
Sous-préfecture  
le : vendredi 30 juin 2023

Publié sur le site Internet  
www.montbonnot.fr

le :

**04 JUIL. 2023**

Monsieur Patrick DESCHARRIERES, représentant la commune au sein de la CLECT, présente les éléments du rapport et expose qu'il convient de se prononcer sur ce dernier.

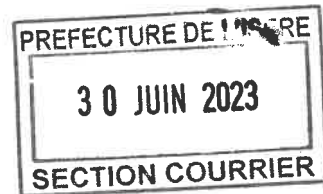
Le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents et représentés, approuve le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées relatif au transfert, à la communauté de communes, des piscines d'été des communes d'Alleverd-les-Bains, de St Martin d'Uriage et de St Vincent-de-Mercuze, à compter du 1er mai 2023,

La secrétaire de séance,  
Mme Marie-Béatrice MATHIEU

Fait à Montbonnot Saint-Martin,  
les jour, mois et an susdits  
Le Maire,  
Dominique BONNET



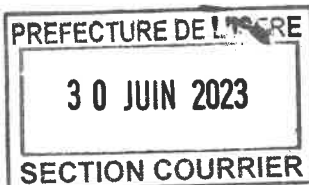
*Annexe*



# ANNEXE



**Le GRÉSIVAUDAN**  
communauté de communes



## Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Rapport relatif à l'évaluation du transfert à la communauté de communes Le Grésivaudan des piscines de plein air d'Alleverd, de Saint-Martin d'Uriage et de Saint-Vincent de Mercuze

Réunion du 10 mai 2023

## SOMMAIRE

I.	PREAMBULE.....	3
1.	LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU REGIME DE LA FPU.....	3
2.	LE RÔLE ET LA COMPOSITION DE LA CLECT.....	4
II.	LE TRANSFERT DES PISCINES.....	7
1.	LES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LA CLECT.....	7
a)	Le descriptif des équipements évalués.....	7
b)	La méthode d'évaluation.....	9
2.	L'ÉVALUATION DU COUT DES PISCINES.....	10
a)	La piscine d'Allevard.....	10
b)	La piscine de Saint-Vincent de Mercuze.....	17
c)	La piscine de Saint-Martin d'Uriage.....	24
3.	SYNTHESE.....	31

## I. PREAMBULE

### 1. LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU REGIME DE LA FPU

La communauté de communes Le Grésivaudan est soumise au régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) depuis sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Cela signifie que sur le territoire communautaire, l'intégralité des ressources économiques est perçue par la communauté et que celle-ci reverse à ses communes membres une attribution de compensation basée sur le dernier produit de taxe professionnelle perçu par chacune des communes.

L'attribution de compensation des communes est la différence calculée entre deux composantes :

➤ **Les recettes transférées par les communes au groupement :**

La communauté de communes a l'obligation de compenser à l'euro près et ad vitam aeternam les produits de fiscalité économique, certaines compensations fiscales et la dotation de compensation qui lui ont été transférées par les communes au moment de l'adoption du régime de la fiscalité professionnelle unique.

Ce panier de ressources constitue l'attribution de compensation fiscale.

Son montant est pris en compte dans le calcul de l'attribution de compensation de manière pérenne et figé dans le temps. Cela signifie que le montant est fixe, il n'évolue pas, ni à la hausse ni à la baisse en cas de développement ou de disparition d'entreprises sur le territoire de la commune.

➤ **Les charges transférées par les communes au groupement :**

Les charges transférées correspondent aux montants évalués par la CLECT des différentes compétences transférées par les communes à la communauté et/ou inversement.

L'attribution de compensation qui est perçue par les communes correspond au niveau de l'attribution de compensation fiscale corrigée des charges transférées des communes en direction de la communauté de communes.

**AC = Attribution de compensation fiscale – charges transférées**

## 2. LE RÔLE ET LA COMPOSITION DE LA CLECT

La CLECT doit se réunir dans les 9 mois qui suivent le transfert de charges (services/équipements).

Elle peut également se réunir de manière préalable à tout transfert de compétence.

La composition de la CLECT est arrêtée par le conseil de communauté à la majorité des deux tiers tout en sachant que chacune des communes membres doit être représentée et disposer d'au moins un représentant. La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres.

Le montant des charges évaluées par la CLECT fait l'objet d'une déduction de l'attribution de compensation des communes dès lors que la commune a transféré un équipement/une compétence à l'intercommunalité.

Dans le cas contraire, si l'intercommunalité transfère un équipement ou une compétence à ses communes, on parle de rétrocession. Cette rétrocession donne lieu à une majoration de l'attribution de compensation des communes.

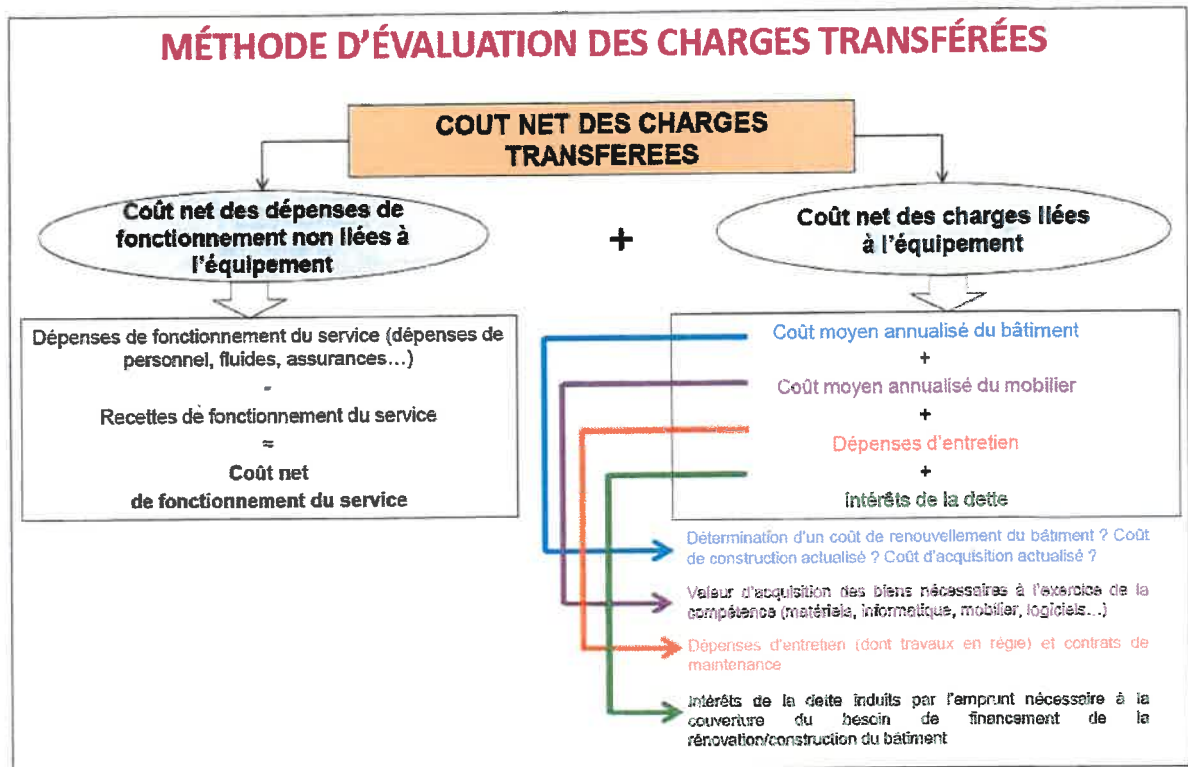
### Descriptif de la méthode d'évaluation des charges transférées et correction de l'attribution de compensation :

La CLECT peut se réunir autant de fois que nécessaire pour évaluer le coût des compétences/équipements à évaluer.

Elle peut également faire appel à des experts dans le cadre de sa mission.

### L'évaluation réalisée par la CLECT porte sur deux volets :

- **Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement** qui sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission. Les recettes de fonctionnement font également l'objet d'une évaluation qui donne lieu à déduction des charges pour obtenir le coût de fonctionnement du service.
  
- **Le coût des dépenses liées à des équipements** concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les dépenses d'entretien et éventuellement les charges financières si l'emprunt est transféré. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. A noter que les recettes (FCTVA/subvention) sont déduites des charges de renouvellement déterminées pour aboutir au coût net de renouvellement du bien.



Une fois ces coûts évalués, la CLECT élabore un rapport d'évaluation qui est soumis pour approbation à l'ensemble de ses membres.

Le rapport est ensuite transmis à l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

Toutes les communes membres sont destinataires du rapport y compris celles qui ne sont pas directement concernées par le transfert de charges.

Pour être considéré comme approuvé par les communes, le rapport doit requérir la majorité qualifiée renforcée des communes, c'est-à-dire que 2/3 des communes qui représentent 50% de la population du territoire ou inversement 50% des communes qui représentent deux tiers de la population du territoire doivent l'avoir adoptées dans un délai de 3 mois à compter de la date de transmission du rapport par le président de la commission.

Une fois qu'il a été adopté par les communes, le conseil de communauté peut s'en saisir pour fixer à la majorité simple de ses membres le niveau des attributions de compensation des communes à partir du montant des charges évaluées par la CLECT.

Dans le cas de l'élaboration d'une pré-évaluation du transfert d'un équipement/compétence, les règles d'adoption sus mentionnées ne s'appliquent pas. Le rapport est élaboré à titre d'information et d'aide à la décision de transfert.

## LA PROCEDURE DE REVISION DE L'AC APRES TRANSFERT DE CHARGES

ETAPE 1

La CLECT adopte un rapport à la majorité simple sur le coût des charges transférées dans les 9 mois qui suivent le transfert.



ETAPE 2

Les Conseils municipaux délibèrent sur le rapport dans un délai de 3 mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission.

Le rapport pour être adopté doit recueillir la majorité qualifiée des communes

- 2/3 des communes représentant la moitié de la population
- Moitié des communes représentant les 2/3 de la population



ETAPE 3

Le conseil communautaire délibère à la majorité simple en prenant acte du rapport de CLECT



## II. LE TRANSFERT DES PISCINES

Par délibération n°DEL-2023-0082 en date du 20 mars 2023, le conseil communautaire s'est prononcé favorablement à la communautarisation des piscines d'été des communes d'Alleverd-les-Bains, de Saint Martin d'Uriage et de Saint Vincent de Mercuze, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023.

Dès lors, la CLETC dispose de 9 mois pour élaborer le rapport d'évaluation des charges transférées, soit avant le 31 janvier 2024, dans le cas présent.

### 1. LES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LA CLETC

#### a) Le descriptif des équipements évalués

Les trois équipements sont globalement similaires et ont été construits au cours de la même décennie (1950).

Ils sont tous trois dotés d'un grand bassin de 25m de longueur, d'un petit bassin et d'une pataugeoire.

Est également présent sur le site de ces piscines, un snack permettant de prendre des petits encas sucrés et salés.

Alors que les piscines d'Alleverd et de Saint-Vincent de Mercuze sont exploitées en régie, celle de Saint-Martin d'Uriage a donné lieu à la mise en œuvre d'un contrat de délégation de service public. Ce dernier arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Ces trois piscines sont ouvertes de juin à septembre maximum et accueillent les scolaires avant les vacances estivales.

Il est important d'indiquer les points suivants :

- La piscine de Saint-Vincent de Mercuze n'a été ouverte que deux mois cette année (juillet et août) ;
- Celle de Saint-Martin d'Uriage était quant à elle ouverte trois mois de juin à fin août ;
- Celle d'Alleverd dispose de la plus grande période d'ouverture qui s'étend de juin à fin septembre.

## LES EQUIPEMENTS A EVALUER

**Saint-Vincent de Mercuze**



**Saint Martin d'Uriage**



**Allevard**



**Les caractéristiques :**

**Grand bassin : 25m x 12,5m**

**Petit bassin : 12,5m x 7,6m**

**Pataugeoire**

**407,5m<sup>2</sup> de bassin**

**Volume des bassins : Nc**

**Construction des années 50**

**Grand bassin : 25m x 12,5m**

**Petit bassin : 12,5m x 8m**

**Pataugeoire**

**472,5m<sup>2</sup> de bassin**

**Volume des bassins : 1 062 m<sup>3</sup>**

**Construction des années 50**

**Grand bassin : 25m x 12,5m**

**Petit bassin : 12m x 10m**

**Pataugeoire**

**432,5m<sup>2</sup> de bassin**

**Volume des bassins : 1 024 m<sup>3</sup>**

**Construction des années 50**

## b) La méthode d'évaluation

Les piscines évaluées sont des équipements saisonniers, non couverts, qui sont par conséquent fortement tributaires des conditions météorologiques.

S'agissant de l'évaluation des dépenses de fonctionnement, la CLECT a estimé qu'il n'est pas pertinent de s'appuyer uniquement sur des moyennes d'une période donnée, mais qu'il convient de retenir les flux qui semblent être les plus représentatifs du service.

Par ailleurs, les exercices 2020 et 2021 ayant tous deux été exceptionnels en lien avec le contexte sanitaire du moment, la CLECT a décidé d'exclure les données de ces deux exercices dans la quasi-totalité des comparatifs et moyennes utilisées.

La période d'étude des charges de fonctionnement de chaque équipement porte donc sur les années 2017 à 2022 hors 2020 et 2021.

Il faut également souligner que pour l'exercice 2022, l'ensemble des informations n'ont pu être transmises.

Pour déterminer le coût global de ces trois piscines, la CLECT s'est appuyée sur la méthode qu'elle a mise en œuvre au cours du mandat précédent qui recense :

- **Le coût net de fonctionnement du service** : Il s'obtient par différence entre les charges et les recettes de fonctionnement du service.
- **Les charges de structure** : Elles correspondent aux services supports (comptabilité, marché, juridique, ressources humaines, services techniques...) qui ne font pas l'objet d'un transfert. En 2014, La CLECT a instauré une règle de calcul correspondant au rapport des charges à caractère général allouées à la compétence sur le total des charges à caractère général allouées multiplié par le total des charges à caractère général non allouées à une compétence. Cette donnée n'étant pas connue pour les trois piscines, la CLECT a décidé de retenir un ratio de charges globales de structure correspondant à 5% du total des charges directes du service transféré.
- **Le coût de renouvellement de l'équipement** : Il est déterminé en multipliant la surface totale des bassins par un coût de renouvellement au m<sup>2</sup>. Il est ensuite soustrait de ce coût global les éventuels travaux récents de réhabilitation et de mise en accessibilité de l'équipement. Le coût corrigé de l'équipement est ensuite rapporté à la durée de vie de l'équipement pour obtenir la charge de vétusté annualisée à retenir dans l'évaluation. Au vu de la vétusté des bassins (proche de 70 ans), la CLECT a retenu un ratio de renouvellement au m<sup>2</sup> de 3 000€ HT. Ce coût correspond à la rénovation d'équipements similaires destinés uniquement à la baignade.
- **Le coût global de chaque équipement et du service proposé** : Il correspond à la somme des coûts vus précédemment soit, le coût de fonctionnement du service, les charges de structure et le coût de renouvellement de l'équipement.

Les résultats de l'application de cette méthode pour l'évaluation du coût de chaque équipement transféré sont présentés ci-après

## 2. L'EVALUATION DU COUT DES PISCINES

### a) La piscine d'Allevard

La piscine d'Allevard est gérée en régie. Elle est ouverte 4 mois au cours de l'année de juin à septembre.

#### ➤ L'évaluation du coût de fonctionnement

L'ensemble des flux relatifs à la piscine et son service est retracé dans le budget principal de la commune.

Concernant les charges de fonctionnement, et en tout premier lieu les charges à caractère général, il est à souligner que le coût de l'eau évolue sensiblement sur la période. Cet effet est lié au fait que sur le début de la période d'analyse (2017-2019), la commune remplissait les bassins à partir de forages communaux. En 2021, les dépenses d'eau couvrent une phase de travaux durant laquelle il a fallu vidanger les bassins. Aussi, face à cette situation, la CLECT propose de retenir le niveau 2020 comme référence de consommation d'eau, soit 9 547€.

En ce qui concerne l'électricité, et au vu du contexte actuel, il est proposé de prendre en compte les dépenses de l'exercice 2022, soit 16 464€.

La commune a réalisé d'importants travaux récemment qui ont consisté à relier la piscine au réseau de chauffage urbain. Ainsi, cette évolution du mode de chauffage permet de réaliser d'importantes économies pour chauffer les bassins. Alors que le coût des combustibles représente en moyenne près de 41 000€, le coût 2022 du chauffage urbain est quant à lui limité à 12 929€.

La CLECT a retenu pour les autres postes de charges à caractère général la moyenne des dépenses constatées sur la période 2017 à 2019+2022 ou, lorsqu'aucune donnée n'est disponible sur 2022, la moyenne 2017-2019.

A noter que pour la taxe foncière, il a été retenu la dernière année communiquée (2021).

Au vu de l'ensemble des éléments étudiés, les charges à caractère général retenues par la CLECT s'établissent à 50 380€.

### EVALUATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT (1)

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>011 Charges à caractère général</b>	<b>56 705</b>	<b>69 040</b>	<b>73 103</b>	<b>73 798</b>	<b>65 714</b>	<b>66 870</b>	<b>83 020</b>	<b>50 380</b>	
60611 Eau et assainissement	2 733	2 283	5 303	9 547	14 000		3 440	9 547	Prise en compte de 2020, 2021 comprenant une phase importante de travaux. A noter que la piscine n'était pas vidangée au cours des exercices précédents. Attente des éléments 2022
60612 Énergie - électricité	11 830	11 800	9 301	5 792	11 058	16 464	12 349	16 464	Prise en compte de 2022
60613 Chauffage urbain						12 929	12 929	12 929	Piscine reliée au chauffage urbain en 2022
60621 Combustibles	31 321	40 398	50 465	44 317	15 928		40 726		
60631 Fournitures d'entretien	6 703	3 088	5 205	1 726	3 651	5 209	5 051	5 051	
60632 Fournitures de petit équipement	169	703	1 131	1 736	30	1 938	985	985	
6064 Fournitures administratives	238	865	865	0	918		656	656	
6135 Locations mobilières	0	0	0	0	255		0	0	
61522 Bâtiments	2 961	8 830	0	9 235	7 791		3 930	3 930	
6156 Maintenance	0	210	210	614	1 291	330	188	188	
6228 Divers	0	0	0	206	162		0	0	
6262 Frais de télécommunications	360	360	360	360	360		360	360	
63512 Taxes foncières	211	245	263	266	270		240	270	

S'agissant des charges de personnel, la CLECT a analysé l'évolution des dépenses sur les six derniers exercices clos de la piscine. Il est à souligner que la commune a réalisé une optimisation du planning du personnel. Par ailleurs, la piscine ouvrait en début de période dès la mi-mai alors qu'elle ouvre désormais début juin. Ainsi, le coût le plus représentatif du personnel est celui de l'exercice 2022, soit 85 238€.

A ce montant s'ajoutent 426€ (moyenne 2017 à 2019) de charges diverses pour aboutir au montant global des charges de fonctionnement proposé par la CLECT qui s'établit à 136 044€.

## EVALUATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT (2)

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition
	2017	2018	2019	2020	2021	2022		
<b>012 Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>84 791</b>	<b>108 644</b>	<b>103 848</b>	<b>74 294</b>	<b>68 385</b>	<b>85 238</b>	95 630	85 238
6331 Versement de transport	520	878	805	582	645			
6336 Cotisations centres de gestion	1 234	1 516	1 321	973	894			
64131 Rémunération du personnel non titulaire	55 985	73 035	73 393	52 263	47 721			
6451 Cotisations à l'y.r.s.s.a.f.	18 727	23 908	22 272	16 115	15 028			
6453 Cotisations aux caisses de retraites	4 940	5 696	3 095	2 220	2 086			
6454 Cotisations aux a.s.s.e.d.i.c	3 385	3 613	2 963	2 141	2 011			
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>	<b>456</b>	<b>361</b>	<b>460</b>	<b>460</b>	<b>406</b>	<b>0</b>	426	426
658 Charges diverses	456	361	460	460	406		426	426
<b>TOTAL des charges directes</b>	<b>141 953</b>	<b>178 045</b>	<b>177 411</b>	<b>148 552</b>	<b>124 505</b>	<b>122 108</b>	165 803	136 044

Valeurs 2022 des charges de personnel

Les recettes de fonctionnement de la piscine sont constituées des ventes des droits d'entrées, de cours de natation ainsi que des recettes des ventes du snack. Les recettes fluctuent au cours de chaque exercice et sont dépendantes en partie des conditions météorologiques. Il a été perçu au cours de l'exercice 2022 un niveau de recettes exceptionnellement élevé au vu des épisodes caniculaires qui se sont succédés.

Le produit des redevances qu'il est proposé de retenir correspond à la moyenne des exercices 2017, 2018, 2019 et 2022, soit 68 091€.

La CLECT propose également de retenir un produit de 6 552€ au titre des recettes du snack qui correspondent à la moyenne des exercices 2017 à 2019 ainsi qu'aux exercices 2021-2022.

Au global, les recettes de fonctionnement de la piscine d'Allevard représentent 74 643€.

#### EVALUATION DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition	Observations
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>70 Vtes produits fabriqués, prest. de services</b>	<b>64 818</b>	<b>68 818</b>	<b>68 019</b>	<b>49 365</b>	<b>32 525</b>	<b>70 709</b>	68 091	68 091	
7 063 Redevances à caractère sportif et de loisirs	64 818	68 818	68 019	49 365	32 525	70 709	68 091	68 091	Moyenne 2017&2018+2022
<b>74 Dotations, subventions et participations</b>	<b>9 989</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	2 497	0	
7488 Autres attributions et partic. (à détailler)	9 989	0	0	0	0	0	2 497	0	
<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	<b>3 512</b>	<b>5 920</b>	<b>6 231</b>	<b>6 603</b>	<b>9 663</b>	<b>7 433</b>	5 774	6 552	
752 Revenus des immeubles (bail snack Piscine)	3 512	5 920	6 231	6 603	9 663	7 433	5 774	6 552	Moyenne 2017, 2018, 2019, 2021 et 2022
<b>TOTAL des produit directs</b>	<b>78 319</b>	<b>74 738</b>	<b>74 250</b>	<b>56 168</b>	<b>42 188</b>	<b>64 087</b>	76 382	74 643	

Le coût net de fonctionnement de la piscine d'Allevard s'établit à 61 401€, il correspond à la différence entre les charges et recettes évaluées, soit respectivement 136 044€ et 74 643€.

### EVALUATION DU COUT NET DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition d'évaluation	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>TOTAL des charges directes</b>	<b>141 953</b>	<b>178 045</b>	<b>177 411</b>	<b>148 552</b>	<b>124 505</b>	<b>122 108</b>	<b>165 803</b>	<b>136 044</b>	
<b>TOTAL des produit directs</b>	<b>78 319</b>	<b>74 738</b>	<b>74 250</b>	<b>56 168</b>	<b>42 188</b>	<b>64 087</b>	<b>76 362</b>	<b>74 643</b>	
<b>Coût Net</b>	<b>63 634</b>	<b>103 307</b>	<b>103 161</b>	<b>92 384</b>	<b>82 317</b>	<b>58 020</b>	<b>89 441</b>	<b>61 401</b>	

#### ➤ L'évaluation des charges de structure

La CLECT retient un coût au titre des charges de structure des équipements transférés de 5% du total des charges de fonctionnement qui correspond à l'utilisation des services support.

Ce coût représente pour la piscine d'Allevard 6 802€ (136 044€ x 5%).



➤ L'évaluation des charges de vétusté

Surface (m <sup>2</sup> )	(1)	432,5	Donnée à saisir
Dépenses de renouvellement (€ HT)	(2)	3 000	Donnée de référence fixe
Renouvellement de l'équipement (€ HT)	(3) = (1) x (2)	1 297 500	
Gros travaux de réhabilitation nets de subventions (€ HT)	(4)	132 379	Donnée à saisir
Misc ou accessibilité programmée mais non faite (€ HT)	(5)	0	Donnée à saisir
Renouvellement de l'équipement pris en compte (€ HT)	(6) = (3) + (4) + (5)	1 165 121	
Durée de vie de l'équipement (années)	(7)	40	Donnée de référence fixe
Coût standard actualisé de l'équipement (€ HT)	(8) = (6) / (7)	29 128	
Ancienneté de l'équipement (années)	(9)	40	Donnée à saisir
Abattement lié à l'ancienneté (€ HT)	(10)	0	Donnée calculée
$\text{Coût du renouvellement de l'équipement} \times \frac{\text{Durée de vie de l'équipement} - \text{Ancienneté de l'équipement}}{\text{Durée de vie de l'équipement}}$	(11) = (8) x $\frac{(7) - (9)}{(7)}$		
<b>Charge de vétusté à saisir (€ HT)</b>	(12) = (8) + (10) + (11)	<b>29 128</b>	

Le montant global des charges de renouvellement de l'équipement s'établit à 1 297 500€. A noter que la piscine d'Allevard a fait l'objet de travaux de réhabilitation récents pouvant réduire le montant déterminé de renouvellement de l'équipement pour un montant de 132 379€.

Une fois le coût global de renouvellement net des travaux rapporté à une durée de vie de 40 années, il est obtenu une charge de vétusté de la piscine de 29 128€.

➤ Synthèse du coût de la piscine d'Alleverd

		Proposition de coût
<b>Coût direct</b>	Total des produits	74 643
	Total des charges	136 044
	<b>Coût net direct =&gt;</b>	<b>61 401</b>
	<b>Coût indirect</b>	
	<b>Coût indirect =&gt;</b>	<b>6 802</b>
	<b>Charge de vétusté =&gt;</b>	<b>29 128</b>
	<b>Coût du transfert =&gt;</b>	<b>97 331</b>

Le coût global des charges évaluées au titre de la piscine d'Alleverd s'établit à 97 331€.

#### b) La piscine de Saint-Vincent de Mercuze

La piscine de Saint-Vincent de Mercuze est gérée en régie. Elle est habituellement et annuellement ouverte 3 mois de début juin à fin août. Cette période d'ouverture a cependant été modifiée depuis 2020. Au cours de cette année-là et en raison de la crise de la COVID, la piscine n'a pas été ouverte au public. Depuis la saison 2021, la piscine n'ouvre que sur une durée de deux mois (de début juillet à fin août). Aussi, les données relatives aux différents exercices sont à prendre avec précaution lorsqu'il s'agit d'effectuer des comparatifs entre les différents exercices d'étude ou encore vis-à-vis des autres équipements évalués par la CLECT.

##### ➤ L'évaluation du coût de fonctionnement

La commune dispose d'un budget annexe qui permet d'identifier l'ensemble des flux relatifs à la piscine. Toutefois, la tenue de la comptabilité au fil du temps n'a pas été réalisée par un seul et même agent et il peut y avoir selon les années des imputations comptables différentes pour un même objet. Les données prévisionnelles relatives à l'exercice 2022 ont été communiquées. Cependant, pour certaines dépenses l'intégralité des factures n'a pas encore été reçue. Aussi, il convient d'être prudent dans la prise en compte des données et de leur lecture.

Concernant les charges de fonctionnement, et en tout premier lieu les charges à caractère général, il est à souligner que la commune ne supporte aucune charge liée à la consommation d'eau de la piscine. La piscine fait bien l'objet de remplissages de mise à niveau quotidiens et d'une vidange annuelle mais la consommation d'eau ne fait pas l'objet d'une facturation. La consommation d'eau relevée par l'agent technique municipal en charge de la piscine et de son entretien s'élève à 3 103 m<sup>3</sup> pour la saison 2022. Au vu des différents éléments et des consommations des autres piscines qui sont relativement proches, la CLECT propose de retenir une dépense d'eau forfaitaire de 10 000€.

Les charges d'électricité fournies pour l'exercice 2022 sont nettement inférieures aux exercices précédents la COVID. Cela s'explique non seulement par une période d'ouverture réduite d'un mois (2 mois au lieu de 3) mais aussi par le fait que l'ensemble des factures n'est pas encore parvenu à la commune. La CLECT propose de retenir au titre de l'électricité les charges supportées en 2019 soit 23 993€.

Pour les autres charges à caractère général, il est retenu le niveau moyen constaté sur la période 2017-2019 et de l'exercice 2022 à deux exceptions près :

- La prime d'assurance retenue correspond à celle de 2018 étant donné que les autres montants sont soit dérisoires soit inexistant.
- Les locations mobilières prennent en compte la moyenne 2017-2018, 2021 et 2022 car l'exercice 2019 contient un flux qui peut être considéré comme exceptionnel puisque le robot nettoyeur de la piscine était en panne et que la commune en a loué un pour continuer d'assurer le nettoyage des bassins.

Globalement, les charges à caractère général évaluées par la CLECT s'établissent à 62 246€.

### EVALUATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**Remarque : les données communales ne contiennent pas de dépenses d'eau. Consommations pour la saison 2022 : 3 103m<sup>3</sup>**

Le montant n'intègre pas toutes les factures de l'année. Certaines d'entre elles ne sont pas encore disponibles.

En €	Compte administratif					Moyenne 2017-2019 + 2022	Proposition d'évaluation	Remarque	
	2017	2018	2019	2020	2021				2022
<b>011 Charges à caractère général</b>	<b>54 845</b>	<b>47 686</b>	<b>48 486</b>	<b>0</b>	<b>31 250</b>	<b>34 736</b>	<b>62 248</b>		
60611 Eau et assainissement							10 000	En fait eau de 3,08€ conforme à la consommation des autres années	
60612 Énergie - électricité	21 264	20 246	23 993		13 844	13 392	19 724	23 993 Proposition de restituer l'année 2019	
60623 Alimentation	7 203	6 637	8 434		3 524	7 663	7 484	7 484 Stock snacking avec contrepartie en recettes	
60631 Fournitures d'entretien	6 832	7 251	5 927		6 539	8 046	6 789	6 789	
60632 Fournitures de petit équipement	878	2 220	2 205			1 430	1 683	1 683	
6064 Fournitures administratives	55	0	65			18	35	35	
611 Contrats de prestations de services	307	250	256				271	271	
6135 Locations mobilières	1 015	990	2 896		1 050	1 449	1 585	1 124	Location caisse enregistreuse, En 2019 location d'un robot nettoyeur causa panne Proposition moyenne 2017-2018-2021-2022
61522 Bâtements et matériels	8 825	2 836	0				3 887	3 887	
6156 Maintenance	4 161	3 725	4 687		5 253	2 024	3 649	3 649	
616 Primes d'assurance	1 367	1 407				55	1 387	1 407	Preise en compte de l'année 2018
6225 Indemnités au comptable et aux régisseurs		432	70	0			167	167	
6227 Frais d'actes et de contentieux	1 800	1 213	0				1 004	1 004	
6232 Fêtes et cérémonies		55	97	0			51	51	
6237 Publications, imprimés					591				
6240 Divers	0	0	460		62		153	153	
6251 Voyages et déplacements	208	100	0				103	103	
6262 Frais de télécommunications	345	357	377		332	343	356	356	
627 Services bancaires et assimilés	98	107	66				90	90	

S'agissant des charges de personnel, la CLECT a retenu une période d'ouverture de 3 mois de la piscine et propose de proratiser le coût 2022 sur une période d'ouverture « classique ». Le coût 2022 constitue à ce titre celui qui est le plus représentatif du coût du personnel. Ainsi le coût des charges de personnel s'établirait à 57 304€.

Le montant total des charges de fonctionnement, constitué des charges à caractère général et des charges de personnel s'établit à 119 550€.

#### EVALUATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition d'évaluation	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>012 Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>94 773</b>	<b>68 124</b>	<b>63 000</b>	<b>0</b>	<b>35 437</b>	<b>38 203</b>	59 525	67 304	2019 constitue les prévisions du budget primitif, problème de comptabilité analytique. Proposition de ne pas retenir l'exercice  L'exercice 2019 n'a pas donné lieu à dcomposition
6218 Autre personnel extérieur	45 178	47 658	63 000		35 437				
6451 Cotisations à l'u.r.s.s.a.f.	7 113	7 995							
6453 Cotisations aux caisses de retraites	975	1 079							
6454 Cotisations aux a.s.s.e.d.i.c	1 437	1 314							
6458 Cotisations aux autres organismes sociaux	70	78							
<b>66 Charges financières</b>	<b>88</b>	<b>698</b>	<b>898</b>	<b>0</b>	<b>777</b>				
6611 Intérêts réglés à l'échéance	88	698	898		777		561		
<b>TOTAL des charges directes</b>	<b>109 618</b>	<b>106 630</b>	<b>111 466</b>	<b>0</b>	<b>66 887</b>	<b>72 935</b>	<b>101 944</b>	<b>119 560</b>	

Les charges d'intérêt ne sont pas prises en compte dans l'évaluation proposée, l'emprunt n'étant pas transféré à la CC

Les recettes de fonctionnement de la piscine sont constituées des ventes des droits d'entrée ainsi que des recettes de vente du snack.  
 Les recettes fluctuent au cours de chaque exercice et sont dépendantes en partie des conditions météorologiques. Il a été perçu au cours de l'exercice 2022 un niveau de recettes exceptionnellement élevé au vu des épisodes caniculaires qui se sont succédés.  
 Le produit des redevances qu'il est proposé de retenir correspond à la moyenne des exercices 2017, 2018, 2019 et 2022, soit 74 915€.

La CLECT retient également un produit de 3 426€ au titre des autres prestations de services qui constitue la moyenne observée sur la période 2017 à 2019.

Au total, les recettes de fonctionnement de la piscine de Saint-Vincent de Mercuze représentent 78 341€.

#### EVALUATION DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif						Moyenne 2017- 2019+2022	Proposition d'évaluation	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>70</b> <b>Vtés produits fabriqués, prest. de services</b>	<b>65 881</b>	<b>60 610</b>	<b>64 383</b>	<b>0</b>	<b>34 142</b>	<b>79 164</b>	<b>78 341</b>	<b>78 341</b>	<b>moyenne 2017 à 2019 + 2022</b>
7 063 Redevances à caractère sportif et de loisirs	62 696	75 823	61 978		31 142	79 164	74 915	74 915	
70688 Autres prestations de services	3 185	4 687	2 405				3 426	3 426	
<b>TOTAL des produits directs</b>	<b>65 881</b>	<b>60 610</b>	<b>64 383</b>	<b>0</b>	<b>34 142</b>	<b>79 164</b>	<b>78 341</b>	<b>78 341</b>	

Le coût net de fonctionnement de la piscine de Saint-Vincent de Mercuze s'établit à 41 209€, il correspond à la différence entre les charges et recettes respectivement 119 950€ et 78 341€.

### EVALUATION DU COUT NET DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif						Moyenne	Proposition d'évaluation	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
<b>TOTAL des charges directes</b>	109 619	105 630	111 486	0	86 687	72 835	101 944	119 550	
<b>TOTAL des produits directs</b>	65 881	80 510	84 383	0	34 142	79 164	78 341	78 341	
<b>Coût Net</b>	43 737	25 120	27 063	0	32 545	6 230	23 603	41 209	

Coût net de fonctionnement estimé hors dépenses relatives à l'eau.

Coût net de fonctionnement estimé avec dépenses relatives à l'eau (100€) + personnel aux postes temporis 3 mois

#### ➤ L'évaluation des charges de structure

La CLECT retient un coût au titre des charges de structure des équipements transférés de 5% du total des charges de fonctionnement qui correspond à l'utilisation des services support. Ce coût représente pour la piscine de Saint-Vincent de Mercuze 5 978€ (119 550€ x 5%).

➤ L'évaluation des charges de vétusté

Surface (m²)	427,50
Dépenses de renouvellement (€ HT)	3 000
Renouvellement de l'équipement (€ HT)	1 222 500
Gros travaux de réhabilitation nets de subventions (€ HT)	
Mise en accessibilité programmée mais non faite (€ HT)	
Renouvellement de l'équipement pris en compte (€ HT)	1 222 500
Durée de vie de l'équipement (années)	40
Coût standard annualisé de l'équipement (€ HT)	30 563
Ancienneté de l'équipement (années)	0
Abattement lié à l'ancienneté (€ HT)	0
$\text{Coût de renouvellement de l'équipement} \times \frac{\text{Durée de vie de l'équipement} - \text{Ancienneté de l'équipement}}{\text{Durée de vie de l'équipement}}$	
Charge de vétusté à retenir (€ HT)	30 563

Le montant global des charges de renouvellement de l'équipement s'établit à 1 222 500€. A noter que la piscine de Saint-Vincent de Mercuze, n'a pas fait l'objet de travaux de réhabilitation récents pouvant réduire le montant déterminé de renouvellement de l'équipement et ne devrait pas en faire l'objet dans un avenir proche.

Rapporté à une durée de vie de 40 années, la charge de vétusté de la piscine représente 30 563€.



➤ Synthèse du coût de la piscine de Saint-Vincent de Mercuze

Proposition de coût

**Coût direct**

Total des produits	78 341
Total des charges	119 550
<b>Coût net direct</b> →	41 209

**Coût indirect**

**Coût indirect** → 5 978

**Charges de vétusté** → 30 563

**Coût du transfert** → 77 750

**Le coût global des charges évaluées au titre de la piscine de Saint-Vincent de Mercuze s'établit à 77 750 €.**

### c) La piscine de Saint-Martin d'Uriage

La piscine de Saint-Martin-d'Uriage a été confiée au délégataire Aqu'ice en 2019. Le contrat est arrivé à échéance au 31 décembre 2022.

Les charges de fonctionnement retenues pour l'évaluation portent sur la période 2017-2021. Du fait de la gestion déléguée de la piscine, la commune ne comptabilise que peu de charges et aucune recette dans son budget principal.

Au-delà de l'analyse des données communales, la CLECT a élargi son évaluation au bilan 2022 du délégataire afin de s'assurer qu'il n'y a aucun coût supplémentaire en sus de ceux supportés par la commune.

#### ➤ L'évaluation du coût de fonctionnement

Concernant les charges de fonctionnement, le délégataire a, pour les années 2019 et 2020, pris en charge le coût de la consommation d'eau en remboursant intégralement la commune des frais engagés (cf les recettes de fonctionnement). A compter de 2021, le délégataire a pris à sa charge l'abonnement et les consommations d'eau afférentes. En ce qui concerne l'eau, la CLECT propose donc de ne retenir aucune charge dans l'évaluation des coûts supportés par la commune.

Pour l'électricité, le délégataire rembourse annuellement et intégralement les charges supportées par la commune (cf les recettes de fonctionnement). Aussi, la CLECT propose de ne retenir aucune charge à ce titre.

En ce qui concerne les autres charges à caractère général, il a été retenu la moyenne des dépenses supportées sur la période 2017-2019. Il est à noter que ne sont pas prises en compte les locations mobilières qui n'ont été enregistrées qu'en 2021. En effet, celles-ci correspondent à des dépenses relatives à la location d'un tapis de mesure de la fréquentation dans le contexte particulier d'après COVID et ne constitue donc pas une charge récurrente. Au total il est proposé de retenir un montant de 5 122€ au titre des charges à caractère général.

Les autres charges de gestion courante déclarées sur la période correspondent soit à la prise en charge de créances admises en non-valeur (annulation de créance du loyer de la piscine au titre du contrat de l'ancienne DSP) soit à la prise en charge par la commune d'une partie du déficit d'exploitation du délégataire de la piscine.

Ces sommes n'ayant pas de caractère récurrent et par ailleurs, les comptes du délégataire n'étant pas déficitaires (cf infra) en 2022, la CLECT n'a retenu aucune charge au titre des autres charges de gestion courante que ce soit pour prendre en charge un éventuel déficit de fonctionnement ou des créances admises en non-valeur.

Le volume global de charges de fonctionnement s'établit pour à 5 122€ pour la piscine de Saint-Martin d'Uriage.

### EVALUATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Ces charges comprennent le chauffage des bassins

En €	Compte administratif					Moyenne 2017-2019	Proposition de coût	Observation
	2017	2018	2019	2020	2021			
<b>011 Charges à caractère général</b>	<b>18 487</b>	<b>28 320</b>	<b>43 432</b>	<b>22 060</b>	<b>19 478</b>	<b>30 080</b>	<b>5 122</b>	
60611 Eau et assainissement	10 686	9 437	11 300	14 060	0	10 474	0	Montant remboursé par le délégataire (eau : uniquement pour 2019 et 2020)
60612 Énergie - électricité	4 741	16 878	22 674	6 039	14 311	14 431	0	
60631 Fournitures d'entretien	175	62	124	29		120	120	
60632 Fournitures de petit équipement	0	512	1 383	272	807	632	632	
6135 Locations mobilières					2 496			2021 : location d'un tapis de mesure de la fréquentation maximale
61521 Terrains								
61522 Bâtiments	1 319	834	8 183	208	340	2 772	2 772	
6156 Maintenance	161	161	468	156	185	257	257	
616 Primes d'assurance	192	199	105	102	112	166	112	
63512 Taxes foncières	1 223	1 247	1 214	1 191	1 228	1 228	1 228	
<b>012 Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 861</b>	<b>31 964</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	proposition de ne pas retenir, flux exceptionnels
6541 Créances admises en non-valeur				17 890				Déficit d'exploitation du délégataire
656 Charges diverses (à détailler)				11 900	31 964			
<b>TOTAL des charges directes</b>	<b>18 487</b>	<b>28 320</b>	<b>43 432</b>	<b>47 636</b>	<b>61 440</b>	<b>16 040</b>	<b>5 122</b>	

En ce qui concerne les produits de fonctionnement, ceux-ci ne sont constitués que des remboursements de frais évoqués précédemment ainsi que des loyers de la précédente DSP qui ne supportait pas les dépenses d'eau de la piscine. Aussi, il est proposé de ne retenir aucune recette dans l'évaluation.

### EVALUATION DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif					Moyenne	Proposition de coût	Observation
	2017	2018	2019	2020	2021			
<b>013 Assurances de charges</b>	0	0	0	0	0	0		
6419 Remb sur rémunérations du personnel								
<b>70 Vies produits facturés, prest. de services</b>	<b>4 741</b>	<b>6 000</b>	<b>25 184</b>	<b>21 307</b>	<b>13 391</b>	11 642	0	
70878 Remboursement eau			11 300	14 050				
70878 Remboursement électricité DSP	4 741	6 000	13 884	7 247	13 391	7 875	0	
<b>73 Impôts et taxes</b>	0	0	0	0	0	0		
7388 Autres taxes diverses (à détailler)								
<b>74 Dotations, subventions et participations</b>	<b>9 607</b>	<b>9 694</b>	0	0	0	9 650		
752 Loyers DSP	9 607	9 694				9 660	0	Sans objet pour 2022
<b>TOTAL des produits directs</b>	<b>14 347</b>	<b>14 694</b>	<b>25 184</b>	<b>21 307</b>	<b>13 391</b>	18 075	0	

La commune a perçu un loyer au titre de l'ancienne DSP. Sur 2017 et 2018, le délégataire ne supportait pas les dépenses relatives à l'eau (autour de 10k€)

L'exercice 2022 est légèrement déficitaire

Avant de déterminer le coût de fonctionnement de la piscine de Saint-Martin d'Uriage, la CLECT a également analysé les flux du délégataire.

### LE BILAN 2022 DU DÉLÉGATAIRE DE LA PISCINE DE SAINT MARTIN D'URIAGE

BILAN SMU ÉTÉ 2022			
DEPENSES		RECETTES HT	
Salaire (total employeur)	64 867,97 €		
Mai	3 518,87 €	juin-22	48 003,06 €
Juin	16 678,28 €	juil-22	60 292,11 €
Juillet	22 412,23 €	août-22	33 268,69 €
Août	20 586,79 €	sept-22	1 127,51 €
Septembre	1 671,80 €	oct-22	1 619,66 €
Achats HT	65 502,90 €		
Achats (80)	60 445,95 €		
Services extérieurs (81)	2 230,59 €		
Autres services extérieurs (62)	2 826,36 €		
<b>Prestation de gestion</b>	<b>10 000,00 €</b>		
Frais de déplacements	2 988,75 €		
Frais divers	4 403,47 €		
Frais bancaires	343,17 €		
CFE, taxes diverses	1 260,00 €		
Assurances	2 800,00 €		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>147 739,79 €</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>144 311,26 €</b>
		Déficit provisionnel	3 428,43 €
<b>TOTAL GENERAL CORRIGE</b>	<b>136 479,79 €</b>		<b>144 311,36 €</b>
		Excédent après retraitement des flux n'ayant pas vocation à perdurer	7 831,57 €

Ces montants n'ont pas vocation à perdurer

➔ Proposition : ne pas retenir d'impact en charge comme ne recette s'agissant de la gestion par le délégataire

Il ressort de l'analyse du compte 2022 du délégataire un léger déficit de 3 428,43€.

La gestion de l'équipement s'effectuant en régie, aucune imposition à la CFE ni aucune rémunération ne sera versée au délégataire.

Ainsi, les charges retraitées s'établissent à 136 479,79€ tandis que les recettes s'élèvent à 144 311,36€, ce qui signifie que le budget serait excédentaire.

Au vu du niveau de dépendance du service aux conditions météorologiques, la CLECT propose de ne retenir aucune recette et charge supplémentaire en sus de celle retenues précédemment au titre de l'exploitation du service.

Le coût net de fonctionnement de la piscine de Saint-Martin d'Uriage s'établit à 5 122€

### EVALUATION DU COUT NET DE FONCTIONNEMENT

En €	Compte administratif					Moyenne	Proposition d'évaluation	Remarque
	2017	2018	2019	2020	2021			
<b>TOTAL des charges directes</b>	<b>18 487</b>	<b>28 320</b>	<b>43 432</b>	<b>47 638</b>	<b>51 440</b>	15 040	5 122	
<b>TOTAL des produits directs</b>	<b>14 347</b>	<b>14 694</b>	<b>25 184</b>	<b>21 307</b>	<b>13 391</b>	18 075		
<b>Coût net</b>	<b>4 140</b>	<b>13 626</b>	<b>18 248</b>	<b>26 331</b>	<b>38 049</b>	12 005	5 122	

#### ➤ L'évaluation des charges de structure

La CLECT retient un coût au titre des charges de structure des équipements transférés de 5% du total des charges de fonctionnement qui correspond à l'utilisation des services support. Ce coût représente pour la piscine de Saint-Martin d'Uriage 7 080 € (= [136 479,79+ 5 122€] x 5%).

➤ L'évaluation des charges de vétusté

Surface	(m <sup>2</sup> )	111	472,5
Dépenses de renouvellement	(€ HT)	121	3 000
Renouvellement de l'équipement	(€ HT)	131 = (111) x (121)	1 417 500
Gros travaux de réhabilitation nets de subventions	(€ HT)	141	
Mise en accessibilité programmée non faite	(€ HT)	151	
Renouvellement de l'équipement pris en compte	(€ HT)	161 = (131) + (141) + (151)	1 417 500
Durée de vie de l'équipement	(années)	171	40
Coût standard annualisé de l'équipement	(€ HT)	181 = (161) / (171)	35 438
Ancienneté de l'équipement	(années)	191	40
Abattement lié à l'ancienneté	(€ HT)	201	0
$\text{Coût du renouvellement de l'équipement} \times \frac{\text{Durée de vie de l'équipement} - \text{Ancienneté de l'équipement}}{\text{Durée de vie de l'équipement}}$		211 = (161) x $\frac{(171 - 191)}{(171)}$	
<b>Charges de vétusté à restituer</b>	<b>(€ HT)</b>	211 = (161) - (201)	<b>35 438</b>

Le montant global des charges de renouvellement de l'équipement s'établit à 1 417 500€. A noter que la piscine de Saint-Martin d'Uriage, n'a pas fait l'objet de travaux de réhabilitation récents pouvant réduire le montant déterminé de renouvellement de l'équipement.

Rapporté à une durée de vie de 40 années, la charge de vétusté de la piscine représente 35 438€.

> Synthèse du coût de la piscine de Saint-Martin d'Uriage

Proposition de coût

**Coût direct**

Total des produits	0
Total des charges	5 122
<b>Coût net direct</b>	<b>5 122</b>

**Coût indirect**

<b>Coût indirect</b>	<b>7 080</b>
----------------------	--------------

<b>Charge de vétusté</b>	<b>35 438</b>
--------------------------	---------------

<b>Coût du transfert</b>	<b>47 640</b>
--------------------------	---------------

Le coût global des charges évaluées au titre de la piscine de Saint-Martin d'Uriage s'établit à 47 640€.



### 3. SYNTHÈSE

	Allevar	Saint Martin d'Urriage avec intégration des flux de la DSP	Saint Vincent de Mercuze
<b>Superficie des bassins</b>	<b>432,5 m<sup>2</sup></b>	<b>472,5 m<sup>2</sup></b>	<b>407,5 m<sup>2</sup></b>
<b>Coût direct</b>			
Total des produits	74 643	144 311(DSP 2022)	78 341
Total des charges	136 044	141 602 avec DSP 2022 retraitée	119 550
<b>Coût direct →</b>	<b>61 401</b>	<b>5 122</b>	<b>41 209</b>
<b>Coût de fonctionnement au m<sup>2</sup></b>	<b>314,55 €</b>	<b>299,69 € avec DSP</b>	<b>293,37 €</b>
<b>Coût indirect</b>			
Gestion courante Gestion des ressources humaines			
<b>Coût indirect →</b>	<b>6 802</b>	<b>7 080</b>	<b>5 978</b>
<b>Charge de vétusté →</b>	<b>29 128</b>	<b>35 438</b>	<b>30 563</b>
<b>Coût du transfert →</b>	<b>97 331</b>	<b>47 640</b>	<b>77 750</b>

Le coût des piscines évalué par la CLECT est supérieur au coût médian national des piscines de plein air (260€/m<sup>2</sup>) mais reste inférieur à la moyenne nationale (360€/m<sup>2</sup>).